
Publié le: 27-12-2009

Source: [Portal Europe](#)



Par Thibaut Pizerat, RFI.

Pas moins de 12 candidats s'affrontent, dimanche 27 décembre 2009, lors du premier tour de l'élection présidentielle, une élection où toutes les possibilités restent ouvertes. Après 10 ans de mandat, l'actuel président croate, Stipe Mesic, ne peut pas se représenter. Il laisse derrière lui un paysage politique éclaté.

Après la déstabilisation des forces de Noul, les Croates vont devoir rapidement repasser aux choses sérieuses. Deux jours plus tard, ils sont appelés aux urnes pour élire leur nouveau président.

Au rang des principaux candidats, Ivo Josipovic, qui se présente sous l'étiquette du Parti social-démocrate (SDP), actuellement en tête dans les intentions de vote au premier tour. Une avance qui lui permettra probablement d'être présent au second tour, mais qui est loin de lui garantir un succès final. Il affrontera dimanche Andrija Hebrang, candidat officiel du parti conservateur au pouvoir (HDZ), mais surtout Nadan Vidosevic, un libéral exclu du HDZ pour avoir présenté sa candidature en tant qu'indépendant, largement devant Hebrang dans les sondages. Milan Bandic, le maire de la capitale Zagreb, est le dernier candidat à avoir des chances de figurer au second tour. Ce dernier a également été exclu de son parti (SDP), pour les mêmes raisons que Nadan Vidosevic.

Lutte contre la corruption

Après une année 2009 marquée par la crise (repli de 6% du PIB et un chômage à un niveau record, 15,5% de la population), c'est sur la reprise économique et sur la lutte contre la corruption, qui aura principalement porté la campagne. Ivo Josipovic, par exemple, s'est engagé à lutter « sans compromis » contre la corruption et le crime organisé. Un thème de campagne largement lié aux nombreuses affaires qui secouent la Croatie depuis plusieurs semaines.

Grande absente de la campagne présidentielle, la question de la candidature croate à l'Union européenne, débattue depuis le règlement du contentieux frontalier avec la Slovaquie en septembre dernier. Selon Corinne Deloy, rédactrice à l'observatoire des élections en Europe à l'institut Robert Schuman, cette absence de débat autour de l'Union européenne tient à une raison simple : « L'Europe fait consensus en Croatie : la droite, la gauche et la population sont désireuses d'y entrer. Les politiques ne veulent qu'une chose, c'est que leur pays entre dans l'Union européenne. Ce n'est pas un sujet de débat. » Une adhésion en

bonne voie, donc, mais qui dans la population suscite quelques interrogations, voire quelques réticences ces derniers mois.

Conflits de personnes

Au final, comme l'explique Corinne Deloy, les candidats « ont été obligés de se distinguer entre eux » puisque certains viennent du même parti. « Cela rend la campagne plus dure, et la porte sur des conflits de personnes. »

Mais les programmes présidentiels des candidats risquent fort de ne pas être appliqués dans leur ensemble. En effet, le poste de chef de l'Etat croate est surtout honorifique. Il a son mot à dire en matière de politique étrangère, mais il n'a pas le pouvoir d'opposer son veto aux textes de loi.